

LA LETTRE MENSUELLE

AGAUREPS-Prométhée

N° 76 - Janvier 2011

L'AGAUREPS-Prométhée (Association pour la Gauche Républicaine et Sociale – Prométhée) met en place une Lettre mensuelle destinée à diffuser l'information auprès d'un plus large public.

Sommaire

« 2011 ou la construction de l'alternative au service du plus grand nombre »

Editorial de François COCQ

« Du sarkozysme à la régression antidémocratique »

Texte de Xavier DUMOULIN

« L'argent public part en fumée pour favoriser l'enseignement privé »

Tribune de François COCQ et Francis DASPE

Brèves de décembre 2010

Agenda de l'AGAUREPS-Prométhée

Une fiche d'adhésion (facultative...) pour 2011

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE – Prométhée

Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33 210 LANGON

Courriel : contact@agaureps.org

Site internet : www.agaureps.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir la Lettre du mois de l'AGAUREPS-Prométhée, veuillez l'indiquer à l'adresse suivante : contact@agaureps.org

2011 ou la construction de l'alternative au service du plus grand nombre

Nous entrerons dans quelques semaines dans la dixième année d'existence de l'AGAUREPS-Prométhée. La traditionnelle présentation des vœux a toujours été pour nous l'occasion d'essayer de définir les enjeux majeurs des mois à venir. Et régulièrement, nous avons fait le constat que les échéances proches revêtaient des enjeux décisifs.

De deux choses l'une. Soit, d'une façon narcissique, nous transformons en souhaits nos aspirations les plus militantes. Soit nous sommes dans une phase d'accélération de l'Histoire où les bouleversements sont tels qu'ils appellent une adaptation permanente et des réponses qui portent jusqu'au cœur même du système.

Nous avons la faiblesse de penser que c'est cette deuxième option qui guide nos propos. A fortiori cette année où le jeu de domino exercé par la finance sur les économies européennes ces derniers mois tend à étrangler les peuples des nations du Vieux Continent.

Tout se dissout. Il n'y a plus de prise, plus rien n'est réel. Le Mecano géant promulgué par le FMI et ses valets de la Commission européenne fait payer par les citoyen-ne-s, au travers du remboursement de la dette publique à coup de plans d'austérité, les pertes privées subies à juste titre par les banques du fait de leurs spéculations inconséquentes et de leur soif de se gorger de crédits à la solvabilité factice. Non, rien n'est réel, sauf les conséquences pour les peuples et en premier lieu pour celles et ceux qui étaient déjà les plus fragilisés.

D'Athènes à Dublin en passant par Lisbonne ou Madrid mais aussi en des lieux où certains voudraient se croire à l'abri, c'est l'explosion du précarariat qui asservit un peu plus le grand nombre aux desiderata des libéraux qui confortent par ce biais leur emprise.

Le désastre financier, la crise économique, les drames sociaux, tout cela conduit en parallèle à une crise démocratique dont on doit au plus vite mesurer l'ampleur. Pas parce que l'extrême droite, idiot utile, a été ressuscitée par les tenants du système de tous poils pour annihiler le resurgissement de la question sociale et pour masquer les désastres de la finance. Mais parce que le système dans son ensemble ne tient plus qu'à un fil. Parce qu'il a perdu aux yeux des peuples et à juste titre toute légitimité.

Comment pourrait-il en être autrement quand la mise en place du « semestre européen de coordination économique » s'impose aux parlements nationaux qui voient dès lors leur débat d'orientations budgétaires précédé par un avis et des recommandations européennes pour les guider, on le sait déjà, dans le sens du gel des salaires, de la baisse des cotisations sociales, de l'élévation de l'âge de départ à la retraite etc... ?

Comment pourrait-il en être autrement quand on veut pérenniser en catimini un mécanisme de surveillance et de mise sous tutelle européenne des économies nationales en ratifiant le Traité Lisbonne, encore hier intouchable, sans solliciter les peuples ?



Comment pourrait-il en être autrement quand le président du FMI, l'inégalable M. Strauss-Kahn, souhaite créer une nouvelle instance non élue, indépendante (de qui ?) et illégitime, un « centre » comme il le dit lui-même, à l'image de la BCE, pour gérer les politiques économiques de la zone euro ?

Oui, tout cela ne tient plus qu'à un fil car le désaveu est profond. Il s'exprime dans les urnes par une abstention plus massive que jamais, y compris dans les scrutins locaux pour lesquels on nous vantait pourtant jusqu'à présent les vertus du travail des « élus de terrain ».

Tout cela ne tient plus qu'à un fil quand les mobilisations monstres des salarié-e-s, des étudiant-e-s, des citoyen-ne-s, en France et en Europe rencontrent au mieux une fin de non-recevoir morveuse, que ce soit par les chantres du libéralisme comme le Président Sarkozy ou par les porteurs d'eau du FMI comme Georges Papandréou, Premier ministre grec et président de l'Internationale socialiste.

Tout cela ne tient plus qu'à un fil quand l'aspiration d'unité et de radicalité concrète qui parcourt ces mouvements ne trouve pas de débouché politique à même de l'incarner. La crise du capitalisme a pour corollaire celle de la social-démocratie qui existe au travers de lui. Battre la droite, en France comme ailleurs en Europe, ne peut se faire en regroupant les « anti » comme on l'entend trop souvent. Si tel était le cas, les Sarkozy ou Berlusconi ne seraient plus là depuis bien longtemps.

Le défi est dans la capacité que nous aurons à construire une alternative qui réponde à la mesure des enjeux. Le défi est de parler au grand nombre, qui souffre, qui s'abstient, qui n'y croit plus parce qu'on a préféré cibler un public électoraliste.

Le défi, c'est de bousculer la donne, y compris électoralement, pour tuer le fléau du bipartisme et de son corollaire de personnalisation de la vie politique. Battre la droite pour changer de politique est une nécessité. Seule une gauche prête à faire tomber les digues qui corsètent l'urgence de la transformation sociale peut y parvenir.

Sur ces terrains, ce sont les idées qui nous feront avancer collectivement. L'AGAUREPS-Prométhée poursuivra avec ardeur sa tâche en ce sens. En 2010, nous avons montré une capacité démultipliée à intervenir dans le débat public. C'est le même esprit qui nous guidera en 2011. Modestement, à notre place, mais avec force et résolution.

Je te présente dans cet esprit combatif et au nom de l'AGAUREPS-Prométhée mes meilleurs vœux pour toi et les tiens pour cette nouvelle année.

François COCQ
Président de l'AGAUREPS-Prométhée
Décembre 2010

O
T
D
E

Du sarkozysme à la régression antidémocratique

L'AGAUREPS-Prométhée explore les analyses et réflexions de Sami Naïr et Jacques Généreux

Quels sont les symptômes de cette régression ? Quelle est sa logique ? Dans quels champs s'opère-t-elle ? Pourquoi cette régressive¹ tendance régressive en œuvre depuis les années 70² connaît-elle une soudaine amplification sous Nicolas Sarkozy ?

Comment situer dans ce cadre l'actualité politique et sociale et particulièrement :

- l'agression contre une population stigmatisée et désignée en terme ethnique dans une circulaire (j'évoque les Roms) ;
- l'agression contre le monde du travail au travers la remise en cause du droit à la retraite (puisque contrairement aux dires du gouvernement il s'agit bel et bien d'une attaque frontale, d'une contre-réforme).

§

Cette régression de la démocratie sociale et des principes républicains resurgit avec l'aggravation de la crise du capitalisme financier mondialisé et sur fond de délitement du lien social. Les symptômes sont nombreux.

Dans le champ du social : le chômage et la précarité ; les conditions de travail (productivité flexibilité) ; les bas salaires ; les retraites...

Dans celui de la santé : les difficultés d'accès aux soins avec notamment l'augmentation des charges à reste pour les assurés³ ; le développement des accidents du travail (risques psycho-sociaux-organisationnels) et des maladies professionnelles ; le phénomène sociétal des conduites addictives...

Dans le champ idéologique : entre le néo-libéralisme conservateur et le néoconservatisme libéral.

Le tout sur fond de délitement de la société (invalidant à présent les références à la sociologie de Durkeim) et de dislocation des économies dans le processus de la globalisation (au-delà des théories marxistes sur la crise du capitalisme monopoliste d'Etat).

Ce fond là offre un terreau particulièrement fécond au néo-conservatisme de Nicolas Sarkozy.

Je voudrais évoquer à nouveau les deux exemples actuels qui, à mes yeux, restent bien signifiants de cette grande régression :

- la remise en cause de la liberté de prendre sa retraite à soixante ans et de jouir d'une retraite décente ;
- l'atteinte aux droits de l'homme et à sa dignité dans l'organisation administrative et policière d'une chasse ethnique.

Dans ces deux cas, ne s'agit-il pas de la négation des fondamentaux de notre construction démocratique, républicaine et

¹ Tendence régressive analysée par un Michel Foucault décryptant dès le milieu de cette même décennie 70 « la gouvernementalité néolibérale » dans ses leçons au collège de France.

² Malgré l'intermède politique notable des deux premières années (1981 début 1983) du gouvernement socialiste de Pierre Mauroy (1981-84).

³ Sans négliger l'importance du bénéfice de la CMU de base et/ou complémentaire pour les très bas revenus.

sociale au nom d'une idéologie néo-conservatrice procédant par amalgame et dogmatisme pour tenter de masquer ses objectifs au service d'étroits intérêts de classe ?

Je poserai l'hypothèse d'une capacité d'alternative républicaine dans une visée d'émancipation sociale. Une capacité d'alternative au phénomène sarkozyste qui doit être préalablement analysé en profondeur. Car on peut aussi s'interroger sur le sarkozysme, cet état d'esprit qui, au delà de sa personne, contaminerait la société française !

§

A la manière d'un Sami Nair, à qui nous empruntons la réflexion qui suit pour vous la livrer toute entière et souvent avec ses mots, dans sa dénonciation du détournement d'une politique de civilisation (politique présentée lors de vœux présidentiels en début de quinquennat), on peut aller au-delà de la simple exhibition d'un style pour s'interroger.

De quoi Sarkozy est-il le symptôme ? Comment a-t-il conquis l'hégémonie dans son propre camp ? L'axe des forces économiques, financières et médiatiques qui l'ont porté aux nues, la projection de cette geste dans la Nation, l'adhésion de couches populaires et moyennes en réponse à une attente déçue par d'autres, tout cela constitue le phénomène Sarkozy porté dans un premier temps par les sondages avec son omni-présidence. Est-ce Berlusconi ? Louis Napoléon Bonaparte ? Pétain ?

Pour le philosophe Alain Badiou, Sarkozy est l'incarnation d'un vieux fond pétainiste, un humus réactionnaire rendu possible par le basculement à droite de couches moyennes et populaires écrasées sous la domination du capitalisme moderne.

Pour d'autres, c'est un Berlusconi (vulgarité, goût du tapage, culte de l'argent, mépris des règles du jeu, manipulation de puissants réseaux médiatiques, démagogie populiste, occidentalisme confessionnel conservateur, etc.).

Pour preuve, l'appui indéfectible du vrai Berlusconi dans l'épreuve qui voit la France dénoncée par les institutions de Bruxelles sur le minable et révélateur dossier des Roms fomenté par Hortefeux et le président Sarkozy.

Mais malgré le piteux état de la gauche et le brouillage de ses repères et références, la France n'est pas l'Italie (avec le blocage de son système partisan, démocratie chrétienne et ex-P.C devenu parti démocrate libéral, faisant de Berlusconi un post Le Pen dont le succès est assuré par la désagrégation structurelle de ces deux groupes centraux). Le contrôle des médias ne suffit pas à confondre Sarkozy et Berlusconi.

Reste la thèse du bonapartisme caractérisé par le soutien électoral initial conjugué des couches populaire (certes à présent fortement érodé) et des aristocraties financières françaises mondialisées à l'instar de l'alliance des petits paysans « parcelaires » (cf Marx) et des couches aristocratiques, industrielles et financières, la caporalisation de la presse et le confessionnalisme.

Plus discutable, la comparaison avec les relations prétendument charismatiques d'un président au-delà des médiations démocratiques. Sarkozy n'est pas à la hauteur de son modèle Napoléon le petit. Mais la posture plébiscitaire et la démagogie laisse place à cette possible inspiration : celle de mettre en place un système de re-légitimation permanent par l'opinion publique, un objectif en échec (après le remaniement gouvernemental de cet automne 2010).

§

Qu'elle est en fait la signification du sarkozysme ? Plus que le « bling-bling », n'est-ce point un nouveau temps de la politique, un temps désignant l'éclipse de la politique ?

Ce n'est pas un signe superficiel mais l'irruption d'une virtualité qui a tout balayé : culture, différenciation politique, repères identitaires. « Une variété typiquement française du postmodernisme américain », toujours selon Sami Nair à qui nous empruntons encore l'essentiel de ces propos.

Nicolas Sarkozy est un président conservateur et post-moderne qui traduit l'américanisation de la vie politique, après celle du marché, de la culture, des codes vestimentaires, de la chanson... Une certaine relation aux idées, à la politique, au savoir, à l'histoire, à l'être collectif.

Les idées en elles-mêmes n'ont aucune valeur et ne peuvent concurrencer les ressorts du faire humain, la lutte des intérêts particuliers et le culte de l'argent. Les valeurs, si elles existent, ne peuvent être réalisables dans ce monde. Seules comptent les essences confessionnelles.

Les idées n'auraient d'importance que dans leur utilité fonctionnelle et non pas dans leur vérité intrinsèque. Elles doivent être utilisées dans leur transitivité totale (il n'y a pas de différence entre les valeurs de droite et de gauche). Ce qui importe c'est l'efficacité ! Il n'y a plus d'enjeu dans la politique (ça passe ailleurs dans le marché), la politique n'est qu'un enjeu de pouvoir.

Le grand politique sait conquérir la machine, s'y imposer, la conserver. Les moyens priment sur la fin, le paradigme n'est plus dans l'articulation des fins et des moyens mais dans la pure assimilation du pouvoir comme fin en soi.

Cette geste sarkozyenne n'épargne pas hélas ses adversaires !

Si les enjeux de valeurs et de civilisation ont disparu c'est qu'il n'y a plus d'histoire : c'est le post-modernisme politique d'où l'histoire a disparu (il n'y a que la durée et des événements). Le style sarko c'est la victoire conjuguée de Fukuyama et de Huntington résumée par l'écran TF1 (des faits divers) !

Il n'y a pas davantage de social mais du culturel-identitaire. Il y a une platitude de l'histoire : tout bouge mais demeure étale (le chaud des conflits et le froid des consensus se valent parce que le but est le tiède et le mou). Attention à gauche à ne pas glisser dans la société du « care » !

Il n'y a plus de conscience d'un monde différent possible, sinon seulement des techniques élitaires de gestion des attentes et aspirations repérées avec omniscience par les instituts de sondage.

La politique travaille l'opinion, scrute ce qu'elle veut ici et maintenant !

Le sarkozysme la perçoit en coupes symptomales : tel segment sensible à la peine de mort doit avoir de la répression rétroactive pour les crimes sexuels ; tel autre défend le devoir de mémoire, donnons lui la concélébration rituelle ; celui-là trime sans succès et voit fondre son pouvoir d'achat, gorgeons-le avec le « travailler plus pour gagner plus » !

Il y en a pour tout le monde. Le dirigeant politique est un héros de l'instant qui invente des coups médiatiques avec toujours une longueur d'avance.

§

Cela nous ramène aux Roms et à la contre-réforme des retraites. Le sarkozysme c'est l'agrégation des trois familles de la droite : conservatrice, libérale et néo-bonapartiste. Il voudrait rayonner avec cette dernière quand un vote interclassiste a pu réunir sur son nom en 2007 la France d'en haut de la dérégulation et celle du bas, de la boutique et de la petite entreprise, du salariat modeste en quête de sécurisation morale, abusée le temps d'un scrutin présidentiel par un candidat se posant en recours protecteur.

Il s'agit moins d'un bloc hégémonique durable que d'une coalition momentanée dans ce qui définit le sarkozysme agissant. L'autoritarisme néo-bonapartiste de Sarkozy fonctionne certes sur fond de populisme mais aussi d'une conception de l'action politique : introduire partout la concurrence, la marchandisation, le profit et ce dans tous les domaines (santé, éducation, assurances sociales, retraites, etc.).

Dans ce post-modernisme, sur fond de néo-bonapartisme et de populisme, analysé par Sami Naïr, l'histoire est un processus heurté, conflictuel, où les meilleurs gagnent et où les vaincus ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Car ces derniers ne sont pas victimes de la configuration des rapports sociaux mais d'un état naturel de lutte dans la société auquel ils n'auront pas su s'adapter.

§

Que peut la tradition républicaine contre ce post-modernisme qui s'étend aux sociétés européennes parce qu'il résulte des contraintes inhérentes à la construction européenne, vecteur de la globalisation libérale ?

Le sarkozysme a du plomb dans l'aile pour n'avoir su transformer ses illusions dans la réalité quotidienne des gens. Sa trivialité paroxystique reste malgré tout intégrée à la manière d'être de l'homme économique réduit à l'individualisme méthodologique cher à Raymond Boudon. Elle nous met néanmoins au défi de repenser un socialisme néo-moderne défini par Jacques Généreux dans une approche anthropologique et de philosophie politique posant les bases théoriques d'une perspective de vraie politique de civilisation, chère à Edgar Morin et Sami Naïr. C'est toute la question du sens de la modernité de notre formation sociale, la France républicaine, de sa place, de son rôle et de son devenir dans un monde en mutation dominé par le marché.

Une politique de civilisation à l'intérieur du pays commence par une politique de citoyenneté, une politique de laïcité, une politique de solidarité.

A l'échelle internationale c'est un véritable engagement de la France dans une autre construction de l'Europe des peuples qui favoriserait la croissance et l'emploi, c'est une politique qui lutte pour introduire des règles dans le système mondial (réforme du FMI, de l'OMC avec l'introduction de clauses sociales et environnementales dans les transactions de marchandises et d'équipement, une promotion du commerce équitable).

C'est une politique pour un pacte historique avec les peuples du Sud (modernisation des infrastructures, économie du savoir, création de biens communs universels : eau, mers, sols, agriculture, biens sociaux comme la santé, l'éducation et la formation).

§

Nous voici à présent bien loin des stigmatisations et des régressions sociales et proche du sujet central qui occupa l'autre partie de cette rencontre du 22 septembre 2010 de l'AGAUREPS-Pométhée : l'éducation nationale bien nommée instruction publique dans le vocabulaire républicain. Un thème lui aussi axé sur l'émancipation sociale et humaine.

Xavier DUMOULIN - Décembre 2010

L'argent public part en fumée pour favoriser l'enseignement privé

Ce texte a été diffusé en tribune libre dans l'édition du 11 décembre 2010 de L'Humanité. Il a été également diffusé en tribune sur le site de Marianne2 le 9 décembre 2010 sous le titre « L'enseignement privé arrosé par des financements publics ».

Décomplexée par les discours du Latran et de Riyad du Président Sarkozy qui vantaient notamment la prétendue supériorité du curé ou du pasteur sur l'instituteur dans la transmission des valeurs, la droite n'est depuis pas en manque d'imagination pour favoriser l'enseignement privé et lui consentir des avantages sonnants et trébuchants.

Dernier exemple en date, dans la nuit de mardi à mercredi, la majorité UMP du Sénat a ainsi adopté un amendement au projet de budget 2011. Celui-ci était proposé par le désormais célèbre sénateur Carle qui en 2009 avait déjà fait assouplir le financement des écoles primaires privées par les collectivités locales. Cette fois, il s'agit de soustraire à l'enseignement public l'équivalent de 250 postes supplémentaires (soit 4 millions d'euros) pour les reverser à l'enseignement privé. Même devant la saignée des 16000 suppressions de postes déjà prévues pour la rentrée 2011, public et privé ne sont pas mis sur un plan d'égalité, la contribution des établissements privés aux suppressions de postes étant proportionnellement deux fois moindre que pour ceux du public !

Quelques jours auparavant, le 19 octobre, la Présidence de l'Assemblée nationale a enregistré une proposition de loi présentée par 81 députés UMP allant dans le même sens. Elle vise à exonérer les écoles privées sous contrat d'association de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent en décider ainsi pour peu que le propriétaire des bâtiments concernés en fasse la demande avant le 1^{er} janvier. Cet avantage est consenti au motif spécieux que « les écoles privées sous contrat d'association rendent des services extrêmement appréciables aux communes » car « elles permettent aux collectivités territoriales d'être dispensées de lourdes charges », notamment « dans un certain nombre de communes dépourvues d'établissements publics ». Outre la part de tartufferie induite par un tel raisonnement, cette loi entérine un renoncement à rendre effective la loi républicaine indiquant que « toute commune doit être pourvue d'au moins une école élémentaire publique ». Pire, ces dispositions favoriseront puissamment la transgression de la loi en contribuant à réduire à peau de chagrin le service public d'éducation.

Il s'agit là d'un nouveau financement déguisé de l'enseignement privé dont la charge reposera au final sur les contribuables. En effet, il est prévu que les éventuelles pertes de recettes pour les collectivités territoriales qui feraient le choix de telles exonérations soient compensées par l'Etat via la création d'une taxe additionnelle aux droits sur les tabacs. Autrement dit, ceux qui décideront ne supporteront pas le coût effectif d'une telle mesure. Cette proposition de loi tendrait à créer une nouvelle niche fiscale, en contradiction flagrante avec le discours gouvernemental visant à les raboter dans le sens d'un nécessaire effort partagé. Il est vrai que les déclarations d'intention n'engagent que ceux qui veulent bien y croire.

Il convient de dénoncer cette nouvelle attaque contre le principe intangible de laïcité. Par ce biais et par la suppression de la carte scolaire qui l'accompagne, les libéraux souhaitent instituer un vaste marché des établisse-

LE
TEXTE

ments publics et privés au nom de la sempiternelle concurrence libre et non faussée. De l'Ecole de la République, nous glisserions vers une école à la carte débarrassée de l'exigence de l'intérêt général et de la nécessité de mixité sociale. Plus que jamais, au nom de l'égalité devant l'éducation que sont en droit d'attendre tous les élèves, l'urgence est de réaffirmer l'impératif que les fonds publics aillent exclusivement à l'école publique.

Nous appelons en outre, conformément au serment de Vincennes prononcé par le camp laïque le 19 juin 1960, à l'abrogation de la Debré de 1959 qui fait office de véritable concordat sans en porter le nom en assurant le financement public des écoles privées.

François COCQ, Francis DASPE - Décembre 2010

TEXTE

Les écueils d'une économie du soja en Argentine

Une dépêche de l'AFP signale le campement depuis un mois de vingt familles sur le bord d'une route au Nord de l'Argentine pour défendre la forêt face à l'avancée du soja transgénique. « S'ils nous expulsent de la terre de nos ancêtres pour planter du soja, nous n'aurons plus qu'à rejoindre un bidonville », dit un paysan, aussi combatif que ses camarades éleveurs des porcs de cette localité de Santiago del Estero. Ceux-ci bloquent la route une fois par jour pour résister : la surface cultivée en soja est à présent vingt six fois supérieure à celle d'il y a vingt ans!

« Nous devons résister, nous n'avons pas le choix », dit un autre, sur lequel pèse un mandat d'arrêt. « Nous voulons que cesse la vente illégale de terres et qu'on protège la forêt pour qu'on puisse continuer à y élever nos animaux ».

Près de là, à Pozo Hondo (Le Puits Profond), village de 2.000 habitants, une radio La Merced, sert de sonnette d'alarme. A la vue d'un engin de terrassement, on appelle la radio, pour transmettre l'information et permettre à une centaine de familles de se mobiliser. Ces petits agriculteurs dénoncent l'expulsion des gens avec, selon eux, la complicité des autorités et la connivence des magistrats. On parle d'exactions de groupes armés.

Le boom du soja, un des moteurs de la croissance argentine, s'accompagne d'une déforestation avec des expropriations massives. C'est le revers de la médaille d'une Argentine, premier exportateur mondial de farine et d'huile de soja et troisième pour les graines de cet oléagineux. Ce nouvel or vert couvrirait déjà 18,5 millions d'hectares avec une récolte record de 52,7 millions de tonnes en prévision pour 2011. Il rapporterait déjà 6 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) par an. 70% des forêts d'Argentine ont ainsi été détruites. Elles représentent 33,19 millions d'hectares contre 100 millions d'hectares cent ans plus tôt.

Toujours selon l'AFP, dans la province voisine de Salta, qui a perdu 26% de ses forêts en moins de trente ans, la Cour Suprême, saisie par les populations indigènes, a ordonné la suspension de la coupe des forêts naturelles. Mais à Santiago del Estero, bien plus pauvre que Salta, la destruction de la forêt semble d'autant plus absurde que la terre, très aride, ne pourra pas être cultivée avant des années.

« Il leur faudra attendre cinq ans avant de pouvoir les cultiver », explique un professionnel de l'Office des Forêts. « Ils achètent à cause du prix : 150 dollars (112 euros) l'hectare ici contre 10.000 dollars (7.500 euros) dans la riche pampa » (provinces de Buenos Aires, Santa Fe et La Pampa).

Tout est rasé, camouflé par quelques rangées d'arbres autour des estancias cachant les bulldozers. Vus d'avion, en revanche, les engins à chenilles apparaissent tout comme les centaines d'hectares de champs brûlés, débroussaillés, prêts à être plantés. C'est, selon la dépêche de l'AFP, une vision d'horreur, obscène et pénible à la fois. « Ils ne mesurent pas les conséquences de leurs actes », dit le professionnel car « il faut cinquante ans pour reconstituer une forêt ».

De quoi méditer sur le développement durable et humain dans un pays par ailleurs en recherche d'une voie originale, quand 190 pays tentent toujours de s'accorder sur la lutte contre le réchauffement climatique à Cancun. Mais l'Argentine ne saurait pour autant être l'arbre qui cache la forêt dans ce monde pollué par une économie mondiale tournée vers le profit des entreprises, encourageant ainsi l'externalisation des nuisances au détriment de la préservation de notre environnement.

Xavier DUMOULIN - 09 / 12 / 2010

<http://sr07.unblog.fr/>

Des « restes à charge » aux laissés pour compte : une dégradation de l'accès aux soins !

« Les Français inégaux face à l'envolée des frais de santé » titre justement Le Monde du 25 novembre dans sa page France. Les sources en provenance de la DREES sur les comptes nationaux de la santé mettent à nu l'évolution préoccupante des dépenses de santé des ménages.

Selon une enquête du cabinet Jalma, les « restes à charge » représentent 5% de leur revenu disponible. Premier responsable, le déremboursement des médicaments (37% des paiements directs des ménages dans l'ensemble de leur dépense de santé) suivi des frais dentaires (15%), hospitaliers (14%) avec le forfait journalier, le régime particulier (chambre individuelle), les autres forfaits pour hospitalisation, consultation d'urgence ou hors adressage du médecin traitant au spécialiste, dépassement d'honoraires en clinique ou dans le cadre de l'activité libérale hospitalière (laquelle s'accompagne plus rarement de dépassements), les paiements d'honoraires, secteur ambulatoire privé inclus, s'élevant à 14%. Viennent ensuite les frais d'optique et d'appareillage (12%), les autres postes s'élevant à 9% des paiements directs des ménages.

Selon les résultats de l'enquête en Ile de France, les personnes retraitées sont les plus touchées par les frais de complémentaire santé. Plus largement, la part des « restes à charge » pénalise les plus modestes : un couple non-cadre avec deux enfants pouvant y consacrer entre 5,22% et 12,21% de son revenu disponible, cette part étant susceptible d'atteindre 18% pour un couple de retraités.

Cette situation génère des reports ou des renoncements aux soins malgré notre système solidaire qui n'accomplit plus ses promesses. On évoque le bouclier sanitaire. Une piste à travailler qui ne semble pas dans l'air du temps...

Xavier DUMOULIN - 25 / 11 / 2010
<http://sr07.unblog.fr/>

Le vertige des chiffres : spécial plan d'austérité portugais (suite...)

Le Parlement portugais a adopté à son tour un plan d'austérité. Il vise à ramener le déficit de 7,3% du PIB à 4,6% à la fin de l'année 2011, par le biais notamment d'un montant de 5 milliards d'euros d'économies en 2011. Pour y parvenir, les mesures sont draconiennes : réduction de 5% de la masse salariale du secteur public, hausse de 2 points de la TVA, gel des pensions, suppression ou plafonnement des prestations sociales.

La dette du Portugal s'élèvera l'an prochain à 86,6% du PIB. Ce qui contraindra le Portugal à déboursier 26,5 milliards d'euros en 2011. Ponction d'autant plus amère que le financement de la dette portugaise s'avère ardu : les taux d'intérêt de la dette portugaise à dix ans vient d'atteindre 7,21%...

La première grève générale unitaire depuis vingt ans qui s'est déroulée le 24 novembre a rassemblé plus de 3 millions de personnes sur près de 5 millions de travailleurs. De quel côté se situe la souveraineté populaire ?

Thierry DONGUAT - 15 / 12 / 2010

Les débats de l'AGAUREPS-Prométhée

A Langon, le 27 / 12 / 2010

Chers camarades,

L'AGAUREPS-Prométhée vous convie à une réunion de débat et d'échange

le Mercredi 9 février 2011
à Mont-de-Marsan

Hôtel des Pyrénées
20 avenue du 34° RI ou Régiment d'Infanterie

à partir de 19 heures

Ordre du jour :

| La demi-heure de l'actualité politique et sociale

Intervention de Francis DASPE

> Le suffrage universel : arche ou alibi de la démocratie ?

| Le grand débat : La santé, au cœur des enjeux et des préoccupations

Intervention de Xavier DUMOULIN

Amitiés républicaines et sociales.

Pour l'AGAUREPS-Prométhée, le Secrétaire général Francis Daspe

NB : Un repas est prévu sur place vers 21 heures à la fin de cette réunion de travail. Ceux qui seraient intéressés sont priés de me l'indiquer.

AGAUREPS-Prométhée

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE RÉPUBLICAINE ET SOCIALE

⋮ Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33120 LANGON
⋮ Tél : 05 56 76 87 66 - Courriel : contact@agaureps.org - Site internet : www.agaureps.org

FICHE D'ADHESION ANNEE 2011

NOM :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Numéro(s) téléphone(s) :

Courriel :

Profession :

Le montant de l'adhésion annuelle est fixé à **10 Euros**. Le règlement peut se faire en espèces ou par chèque à l'ordre de l'AGAUREPS-Prométhée. Envoyer tout courrier à l'adresse indiquée en en-tête.